

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session la question intitulée "Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation".

97^e séance plénière
8 décembre 1977

32/46. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité des relations avec le pays hôte¹⁰,

1. *Accepte* les recommandations du Comité des relations avec le pays hôte figurant au paragraphe 26 de son rapport;

2. *Décide* que le Comité des relations avec le pays hôte poursuivra ses travaux conformément à la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1971, en vue d'examiner d'une manière plus suivie toutes les questions entrant dans le cadre de son mandat, et prie le Secrétaire général de fournir au Comité toute l'aide nécessaire;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session la question intitulée "Rapport du Comité des relations avec le pays hôte".

97^e séance plénière
8 décembre 1977

32/47. Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3496 (XXX) du 15 décembre 1975, par laquelle elle a décidé de convoquer une conférence de plénipotentiaires en 1977 pour examiner le projet d'articles sur la succession d'Etats en matière de traités, adopté par la Commission du droit international à sa vingt-sixième session¹¹, et de consacrer le résultat de ses travaux dans une convention internationale et dans tels autres instruments qu'elle jugerait appropriés,

Rappelant en outre sa résolution 31/18 du 24 novembre 1976, par laquelle, après avoir noté que le Gouvernement autrichien avait invité la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités à se tenir à Vienne, elle a décidé que la Conférence se tiendrait dans cette ville,

Notant que la Conférence s'est réunie à Vienne du 4 avril au 6 mai 1977, en application des résolutions susmentionnées, mais n'a pas pu, dans le délai imparti, achever ses travaux et adopter une convention internationale et d'autres instruments appropriés comme l'Assemblée générale l'en avait priée,

Notant en outre l'opinion de la Conférence selon laquelle une autre session lui permettrait d'achever ses travaux de la manière prévue par l'Assemblée générale,

Ayant présente à l'esprit la recommandation, adoptée à l'unanimité par la Conférence, tendant à ce

que celle-ci soit reconvoquée à Vienne pour une dernière session de quatre semaines.

Prenant en considération l'invitation du Gouvernement autrichien, acceptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 31/18, qui s'applique aussi à une reprise de la session de la Conférence¹²,

1. *Prend acte* du rapport de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités¹³;

2. *Approuve* la convocation d'une reprise de la session de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités à Vienne pour une période de trois semaines, du 31 juillet au 18 août 1978, avec une éventuelle prolongation d'une semaine au maximum, si cela s'avérait nécessaire de l'avis de la Conférence;

3. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires, ainsi qu'il est prévu dans la résolution 31/18 de l'Assemblée générale, en vue d'assurer des services efficaces à la Conférence;

4. *Exprime sa ferme conviction* que la Conférence achèvera ainsi ses travaux et adoptera une convention internationale et d'autres instruments appropriés comme l'Assemblée générale l'en a priée.

97^e séance plénière
8 décembre 1977

32/48. Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux

L'Assemblée générale,

Rappelant que l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies lui impose l'obligation de provoquer des études et de faire des recommandations en vue, notamment, d'encourager le développement progressif du droit international et sa codification,

Constatant qu'au cours de la période qui s'est écoulée depuis la création de l'Organisation des Nations Unies de nombreux et importants traités multilatéraux ont été élaborés par divers organes de l'Organisation des Nations Unies,

Ayant à l'esprit la contribution importante que la Commission du droit international a apportée à l'élaboration de traités multilatéraux au cours des vingt-neuf dernières années,

Connaissant les lourdes charges qu'une participation active au processus d'établissement des traités multilatéraux impose aux gouvernements,

Consciente de l'opportunité d'évaluer l'efficacité et la pertinence des procédures appliquées par l'Organisation des Nations Unies dans la formulation des textes de traités multilatéraux, afin d'améliorer ces procédures,

Ayant à l'esprit la nécessité pour l'Organisation des Nations Unies d'utiliser ses ressources avec économie,

Tenant compte du fait que, dans certains domaines importants et spécialisés, les parties intéressées ont mis au point des méthodes de négociation d'une valeur éprouvée et durable,

¹⁰ Ibid., Supplément n° 26 (A/32/26).

¹¹ Ibid., vingt-neuvième session, Supplément n° 10 (A/9610/Rev.1), chap. II, sect. D.

¹² Voir A/32/141/Add.1.

¹³ A/CONF.80/15.

Rappelant la publication par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche d'une étude sur l'acceptation plus large des traités multilatéraux¹⁴,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale préconisant une plus large participation des Etats aux conventions multilatérales conclues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies,

Constatant que l'Organisation des Nations Unies n'a pas jusqu'à présent soumis à un examen d'ensemble les techniques et les procédures utilisées pour élaborer des traités multilatéraux,

1. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport sur les techniques et les procédures utilisées pour élaborer des traités multilatéraux, en prenant également en considération les délibérations de l'Assemblée générale à la session en cours et les observations visées au paragraphe 2 ci-dessous, en vue de le présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session;

2. *Invite* les gouvernements et la Commission du droit international à présenter avant le 31 juillet 1979 leurs observations sur cette question, aux fins d'inclusion dans le rapport susmentionné;

3. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organisations intéressées qui s'occupent de l'établissement et de l'étude de traités multilatéraux, ainsi que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, s'ils y sont invités, de prêter toute l'assistance voulue;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session la question intitulée "Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux".

97^e séance plénière
8 décembre 1977

32/144. Mise sur ordinateur des données relatives aux traités et enregistrement et publication des traités et des accords internationaux en vertu de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la note du Secrétaire général concernant la mise sur ordinateur des données relatives aux traités et l'enregistrement et la publication des traités et des accords internationaux en vertu de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies¹⁵,

Rappelant le règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies¹⁶ — que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution 97 (I) du 14 décembre 1946, modifié par les résolutions 364 B (IV) du 1^{er} décembre 1949 et 482 (V) du 12 décembre 1950 — ainsi que ses résolutions 254 A et B (III) du 3 novembre 1948, 364 (IV) du 1^{er} décembre 1949 et 1092 (XI) du 27 février 1957,

Rappelant également sa recommandation, formulée le 14 décembre 1974 à sa 2319^e séance plénière, concer-

nant les notifications que les Etats et les organisations internationales¹⁷ dépositaires de traités multilatéraux sont invités à envoyer au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies¹⁸,

Notant que le Système informatisé de l'Organisation des Nations Unies pour les traités, qui doit devenir entièrement opérationnel au début de 1978, a été conçu comme un système ouvert, capable d'utiliser non seulement les renseignements recueillis par la voie de l'enregistrement en vertu de l'Article 102 de la Charte, mais tout renseignement relatif à un traité ou accord international, quelle qu'en soit l'origine,

Rappelant qu'elle a toujours été d'avis que les traités et accords internationaux devraient être publiés avec le moins de retard possible et qu'à cet égard on avait généralement estimé raisonnable un délai d'un an entre l'enregistrement et la publication,

Notant à ce propos que, d'après les renseignements fournis par le Secrétaire général, le délai entre l'enregistrement et la publication des traités et des accords internationaux avait atteint cinq ans en moyenne au 31 juillet 1977, tandis qu'il existait un retard de vingt mois dans les opérations administratives de l'enregistrement elles-mêmes,

1. *Souligne à nouveau* qu'il importe d'enregistrer et de publier tout traité ou accord international le plus tôt possible, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement, adopté par l'Assemblée générale, destiné à mettre en application ledit article;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre dès maintenant, avec les moyens disponibles et, s'il y a lieu, en coopération avec les institutions spécialisées et autres organisations internationales intéressées, toutes mesures propres à réduire les retards actuels dans le domaine de l'enregistrement comme dans le domaine de la publication des traités et des accords internationaux;

3. *Approuve*, en tant que mesure temporaire, les propositions du Secrétaire général, contenues dans les paragraphes 29 à 34 de sa note, concernant la publication des traités et des accords internationaux¹⁵;

4. *Prie* le Secrétaire général d'entrer en contact dès que possible avec les gouvernements et les organisations internationales intéressés, en particulier ceux qui exercent les fonctions de dépositaire de traités et d'accords multilatéraux, en vue de déterminer les meilleurs moyens de permettre à la communauté internationale de tirer pleinement profit du Système informatisé de l'Organisation des Nations Unies pour les traités;

5. *Prie également* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, sur l'application de la présente résolution;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session une question intitulée "Enregistrement et publication des traités et des accords

¹⁴ UNITAR/ST/2.

¹⁵ A/32/214.

¹⁶ Pour le texte, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 76, p. XIX.

¹⁷ Partout où l'expression "organisations internationales" apparaît dans la résolution, cette expression est entendue, à la lumière de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, comme s'appliquant à des organisations intergouvernementales. Pour le texte de la Convention, voir A/CONF.39/11/Add.2 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.V.5), p. 309 à 323.

¹⁸ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 31 (A/9631)*, p. 156, point 87.